



Assemblée générale

Distr. générale
3 mars 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 131 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pendant la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999, pour laquelle l'Assemblée générale avait ouvert, en vue du fonctionnement de la Mission, par ses résolutions 52/228 B du 26 juin 1998 et 53/18 A du 2 novembre 1998, des crédits d'un montant brut de 60 millions de dollars (montant net : 55 918 800 dollars), dont un montant brut de 46 031 077 dollars (montant net : 43 001 827 dollars) a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

Les dépenses de la période se sont élevées à 44 607 700 dollars en chiffres bruts (montant net : 42 398 200 dollars), laissant un solde inutilisé d'un montant brut de 15 392 300 dollars (montant net : 13 520 600 dollars). Par rapport aux sommes réparties entre les États Membres, le montant brut du solde inutilisé s'est élevé à 1 423 377 dollars (montant net : 603 627 dollars).

Ce solde inutilisé tient au fait que, à la suite de l'interruption des opérations d'identification, le rapatriement de l'unité de soutien génie a été avancé, les taux de vacance de postes pour le personnel civil international ont été plus élevés que prévu et les dépenses opérationnelles ont été inférieures aux prévisions.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINURSO sont énoncées au paragraphe 17 du présent rapport.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–6	3
II. Exécution du budget	7–12	4
III. Exécution du budget de la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999	13–16	5
IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-quatrième session	17	7
 Annexes		
I. Exécution du budget de la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 : tableau récapitulatif .		8
II. Renseignements complémentaires sur les principaux écarts		10
III. Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel militaire et civil (période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999)		16
IV. Montant réparti et dépenses effectives (période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999)		18

Introduction

1. Le Conseil de sécurité a créé la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) par sa résolution 690 (1991) du 29 avril 1991. Depuis, il a prorogé le mandat de la Mission par diverses résolutions, dont la plus récente est sa résolution 1292 (2000) du 29 février 2000, par laquelle il l'a prorogé jusqu'au 31 mai 2000.
2. Le projet de budget de la Mission pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 (voir A/52/730/Add.3 et Corr.1 et 2), s'élevait en chiffres bruts à 65 053 200 dollars (montant net : 60 972 000 dollars).
3. Le budget prévoyait la poursuite des opérations d'identification des personnes habilitées à participer au référendum en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental et le maintien des effectifs autorisés, à savoir 203 observateurs militaires et 81 membres de la police civile, appuyés par 400 civils [285 membres du personnel international, 105 agents locaux et 10 observateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)]. Il prévoyait également le déploiement de 160 militaires d'une unité de soutien du génie, autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1148 (1998) du 26 janvier 1998, en plus de 26 agents d'appui médical et 7 plantons.
4. Comme on ne savait pas, à l'époque où le projet de budget a été examiné, si le mandat de la Mission serait modifié ni dans quelle mesure les prévisions de dépenses pour l'exercice budgétaire 1998/99 s'en trouveraient modifiées, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir et de mettre en recouvrement pour le fonctionnement de la Mission, à titre transitoire, un montant brut de 21,6 millions de dollars pour la période du 1er juillet au 31 octobre 1998 (voir A/52/860/Add.8). S'inspirant de cette recommandation, l'Assemblée générale a ouvert et mis en recouvrement, dans sa résolution 52/228 B du 26 juin 1998, un crédit d'un montant brut de 22 749 540 dollars (montant net : 21 473 540 dollars), comprenant un montant de 1 149 540 dollars à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.
5. Par la suite, sur la recommandation du Comité consultatif (A/53/474), l'Assemblée générale a ouvert et mis en recouvrement pour le fonctionnement de la Mission au cours de l'exercice budgétaire 1998/99, dans sa résolution 53/18 A du 2 novembre 1998, un crédit supplémentaire d'un montant brut de 37 250 460 dollars (montant net : 34 445 260 dollars).
6. En conséquence, le montant total des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans ses résolutions 52/228 B et 53/18 A pour l'exercice budgétaire 1998/99 s'élève à 60 millions de dollars en chiffres bruts (montant net : 55 918 800 dollars). La différence entre le montant brut du projet de budget (65,1 millions de dollars) et le montant brut approuvé (60 millions de dollars) correspond à la révision des prévisions de dépenses de fonctionnement de la Mission, compte tenu du niveau des dépenses constatées en juillet-août 1998. Le montant réparti a été réduit en conséquence. Comme il est indiqué aux paragraphes 15 et 16 ci-après et comme il ressort du tableau 3, sur les crédits ouverts d'un montant brut de 60 millions de dollars (montant net : 55 918 800 dollars), le montant brut des charges effectivement réparties entre les États Membres ne s'élève qu'à 46 031 077 dollars (montant net : 43 001 827 dollars).

II. Exécution du budget

7. L'information concernant le fonctionnement de la MINURSO et la situation sur le terrain pendant la période considérée figure dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date des 10 juillet 1998 (S/1998/634), 18 août 1998 (S/1998/775), 11 septembre 1998 (S/1998/849), 26 octobre 1998 (S/1998/997), 11 décembre 1998 (S/1998/1160), 28 janvier 1999 (S/1999/88), 22 mars 1999 (S/1999/307), 27 avril et 13 mai 1999 (S/1999/483 et Add.1) et 25 juin 1999 (S/1999/721).

8. Les crédits ouverts par l'Assemblée générale prévoyaient la poursuite des activités prescrites de la Mission au cours de l'exercice budgétaire 1998/99 dans la perspective de l'achèvement de l'identification des personnes habilitées à participer au référendum en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental et de la mise en oeuvre des étapes ultérieures du Plan de règlement. En août 1998, toutefois, le processus d'identification a été interrompu à la suite de difficultés imprévues, survenues dans l'identification de requérants appartenant à certains groupements tribaux.

9. Les effets de l'interruption du processus d'identification qui devait reprendre le 15 juin 1999 se sont fait sentir à tous les niveaux de l'utilisation des ressources allouées, et des soldes non utilisés ont été enregistrés pour toutes les grandes catégories de dépenses. Les économies ainsi réalisées ont été suffisantes pour compenser les dépenses supplémentaires dues au retard intervenu dans le déploiement puis le rapatriement d'une unité de déminage, initialement prévus au budget de la Mission pour l'exercice 1997/98, au rapatriement anticipé de l'unité de soutien du génie et à la location d'avions supplémentaires en juillet et en août 1998, au plus fort des activités de la Mission.

10. Étant donné que les préparatifs en vue du déploiement complet de la Mission étaient terminés et qu'on ne savait pas quand le processus d'identification reprendrait, les unités de déminage et du génie ont été rapatriées en octobre 1998 et en janvier 1999, respectivement. Cela explique les soldes inutilisés au titre des dépenses de personnel militaire et le fait que les ressources prévues pour acheter du matériel et financer les activités de la cellule d'information sur les mines dans le cadre des programmes de déminage aient été elles aussi largement inutilisées.

11. Du fait également de l'interruption des opérations, les membres de la police civile dont le temps de service était terminé et le personnel de la Commission d'identification dont les contrats avaient expiré le 31 décembre 1998 n'ont pas été remplacés en attendant que s'achèvent les consultations politiques et que l'on sorte de l'impasse. C'est pourquoi la Mission a connu des taux de vacance de postes infiniment plus élevés que les taux initialement prévus, qui se sont établis pour la police civile et le personnel civil international à 38 et 29 % respectivement, ce qui fait que des soldes non utilisés ont été constatés aux rubriques correspondantes.

12. La suspension des activités d'identification et le rapatriement des unités militaires ont également réduit considérablement les besoins opérationnels de la Mission, qui a donc dénoncé le contrat de location d'un hélicoptère MI-8, utilisé moins d'heures de vol qu'il n'avait été prévu dans le budget et fait l'économie des montants prévus pour les frais d'hôtel du personnel de la Commission d'identification.

**III. Exécution du budget de la période du 1er juillet 1998
au 30 juin 1999**

13. Comme on le voit dans le tableau 1 ci-après, par rapport au montant brut des crédits ouverts pour le fonctionnement de la Mission au cours de la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999, soit 60 millions de dollars (montant net : 55 918 800 dollars), le montant brut des dépenses engagées s'est élevé à 44 607 700 dollars (montant net : 42 398 200 dollars), y compris 6 966 300 dollars d'engagements non réglés. D'où un solde inutilisé d'un montant brut de 15 392 300 dollars (montant net : 13 520 600 dollars), soit, en chiffres bruts, 26 % du montant des crédits ouverts. On trouvera à l'annexe I du présent rapport les renseignements relatifs à l'exécution du budget de la période considérée, présentés par rubrique, et des indications supplémentaires sur les écarts importants sont données à l'annexe II. L'annexe IV donne une comparaison des montants répartis et des dépenses effectives par grande catégorie de dépenses.

Tableau 1
Montants répartis et dépenses effectives

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montants répartis</i>	<i>Dépenses effectives^a</i>	<i>Écart</i>
Personnel militaire	14 133,7	11 192,4	2 941,3
Personnel civil	26 378,4	18 744,9	7 633,5
Dépenses opérationnelles	13 923,5	11 101,5	2 822,0
Autres programmes	149,5	25,7	123,8
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi ^b	184,2	184,2	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 149,5	1 149,5	–
Contributions du personnel	4 081,2	2 209,5	1 871,7
Total brut	60 000,0	44 607,7	15 392,3
Recettes provenant des contributions du personnel	(4 081,2)	(2 209,5)	(1 871,7)
Total net	55 918,8	42 398,2	13 520,6
Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–
Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–
Total des ressources	60 000,00	44 607,7	15 392,3

^a Dont un montant de 6 966 300 dollars correspondant à des engagements non réglés.

^b Compris dans les montants répartis.

14. On trouvera dans le tableau 2 et, de façon plus détaillée, dans l'annexe III, des informations sur le déploiement des observateurs militaires et du personnel civil au cours de la période considérée.

Tableau 2
Personnel militaire et civil : effectifs autorisés, postes pourvus et pourcentage de postes vacants pendant la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectifs autorisés</i>	<i>Effectifs déployés (moyenne)</i>	<i>Pourcentage de postes vacants</i>
Observateurs militaires	203	198	2
Contingents ^a	193	120	38
Police civile	81	50	38
Personnel international	285	202	29
Personnel local	105	98	7
Observateurs de l'OUA	10	7	30

^a Y compris plantons.

15. Par suite de la suspension des opérations d'identification et de l'importante réduction des activités opérationnelles de la Mission qui en a résulté, comme on l'a vu plus haut, on s'est rendu compte en cours d'exercice que les montants approuvés seraient largement sous-utilisés. En conséquence, il a été décidé de ne pas mettre en recouvrement auprès des États Membres l'intégralité du montant approuvé pour l'exercice budgétaire 1998-1999.

16. Le montant brut effectivement mis en recouvrement, soit 46 031 077 dollars (montant net : 43 001 827 dollars) correspond à la prorogation du mandat de la Mission jusqu'au 31 mars 1999 par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1288 (1999) du 11 février 1999 et représente la fraction calculée au prorata pour la période du 1er juillet 1998 au 31 mars 1999 des montants ouverts pour la totalité de la période de 12 mois. Le montant brut des dépenses de l'exercice 1998/99 s'étant établi à 44 607 700 dollars (montant net : 42 398 200 dollars), le montant brut du solde inutilisé des montants mis en recouvrement s'élève à 1 423 377 dollars (montant net : 603 627 dollars). On trouvera dans le tableau 3 ci-après un récapitulatif des ressources financières mises à la disposition de la Mission pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999.

Tableau 3
Ressources financières pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999

(En dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts^a (1)</i>	<i>Montants répartis (2)</i>	<i>Dépenses (3)</i>	<i>Solde non utilisé des montants répartis (4)=(2)-(3)</i>
Montant brut	60 000 000	46 031 077	44 607 700	1 423 377
Montant net	55 918 800	43 001 827	42 398 200	603 627

^a Chiffres extraits des résolutions 52/228 B et 53/18 A de l'Assemblée générale.

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-quatrième session

17. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINURSO sont les suivantes :

a) Ramener le montant brut des crédits qu'elle a ouverts dans ses résolutions 52/228 B et 53/18 A aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 de 60 millions de dollars (montant net : 55 918 800 dollars) à 46 031 077 dollars (montant net : 43 001 827 dollars), ce qui correspond au montant effectivement mis en recouvrement auprès des États membres;

b) Décider de l'affectation du solde inutilisé d'un montant brut de 1 423 377 dollars (montant net : 603 627 dollars) qui correspond au montant réduit des crédits ouverts selon la recommandation de l'alinéa a) ci-dessus.

Annexe I

Exécution du budget de la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégories de dépenses	(1)	(2)	(3)	(4) = (1 - 3)
	Montants répartis ^a	Dépenses non renouvelables	Montant total des dépenses (y compris le dépenses non renouvelables)	Écart
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	5 399,8	–	5 329,7	70,1
2. Contingents	4 604,2	–	3 829,2	775,0
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	3 960,8	–	1 878,0	2 082,8
b) Soutien logistique autonome	–	–	–	–
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	168,9	–	155,5	13,4
Total partiel, rubrique 3	4 129,7	–	2 033,5	2 096,2
Total , catégorie I	14 133,7	–	11 192,4	2 941,3
II. Personnel civil				
1. Police civile	1 879,1	–	1 368,8	510,3
2. Personnel international et personnel local	24 293,9	–	17 220,6	7 073,3
3. Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
4. Personnel fourni par des gouvernements	205,4	–	155,5	49,9
5. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Total, catégorie II	26 378,4	–	18 744,9	7 633,5
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	1 501,1	148,4	794,7	706,4
2. Remise en état des infrastructures	–	–	–	–
3. Transports	2 049,7	714,7	1 768,1	281,6
4. Opérations aériennes	8 499,5	233,0	6 012,1	2 487,4
5. Opérations navales	–	–	–	–
6. Transmissions	657,1	86,1	727,5	(70,4)
7. Matériel divers	559,5	469,9	490,1	69,4
8. Fournitures et services	612,9	–	804,3	(191,4)
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	–	–	476,2	(476,2)
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	43,7	–	28,5	15,2
Total partiel, rubrique 9	43,7	–	504,7	(461,0)
Total, catégorie III	13 923,5	1 652,1	11 101,5	2 822,0

<i>Catégories de dépenses</i>	(1)	(2)	(3)	(4) = (1 - 3)
	<i>Montants répartis^a</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)</i>	<i>Écart</i>
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	-	-	-	-
2. Programmes d'information	-	-	-	-
3. Programmes de formation	-	-	-	-
4. Programmes de déminage	149,5	9,2	25,7	123,8
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	-	-	-	-
Total, catégorie IV	149,5	9,2	25,7	123,8
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)^b	184,2	-	184,2	-
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 149,5	-	1 149,5	-
VII. Contributions du personnel	4 081,2	-	2 209,5	1 871,7
Total brut, catégories I à VII	60 000,0	1 661,3	44 607,7	15 392,3
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(4 081,2)	-	(2 209,5)	(1 871,7)
Total net, catégories I à VIII	55 918,8	1 661,3	42 398,2	13 520,6
IX. Contributions volontaires en nature budgétisées	-	-	-	-
X. Contributions volontaires en nature non budgétisées	-	-	-	-
Total des ressources	60 000,0	1 661,3	44 607,7	15 392,3

^a Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans ses résolutions 52/228 B et 53 18 A.

^b Compris dans les montants répartis.

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les principaux écarts

Personnel militaire

Montant réparti : 14 133 700 dollars; dépenses : 11 192 400 dollars; écart : 2 941 300 dollars

1. Le solde inutilisé de 2 941 300 dollars tient au fait qu'il y a eu besoin de moins dépenser que prévu aux rubriques Observateurs militaires (70 100 dollars), Contingents (775 000 dollars) et Autres dépenses afférentes au personnel militaire (2 096 200 dollars).

Observateurs militaires

Montant réparti : 5 399 800 dollars; dépenses : 5 329 700 dollars; écart : 70 100 dollars

2. Le budget approuvé supposait le déploiement complet de tous les observateurs militaires. Le solde inutilisé de 70 100 dollars tient au fait que le taux effectif de vacance de postes s'est élevé à 2 % pendant la période considérée, d'où des économies aux rubriques Indemnité de subsistance (missions) (55 800 dollars), Indemnité d'habillement et d'équipement (2 800 dollars) et Frais de voyage (11 500 dollars).

Contingents

Montant réparti : 4 604 200 dollars; dépenses : 3 829 200 dollars; écart : 775 000 dollars

3. Le montant net du solde inutilisé (775 000 dollars) s'explique principalement par le fait que l'unité de soutien génie a été rapatriée plus tôt que prévu, en janvier 1999, alors que, lors de l'établissement du budget, sa présence avait été prévue pendant la totalité des 12 mois. Le montant ainsi économisé a compensé des dépassements produits par le déploiement, de juillet à octobre 1998, d'un groupe de démineurs initialement prévu au budget de l'exercice 1997/98. Des économies ont été constatées aux rubriques Détente et loisirs (11 600 dollars), Rations (238 000 dollars), Indemnité d'habillement et d'équipement (4 500 dollars) et Déploiement, relève et rapatriement (656 500 dollars). En revanche, les montants prévus à plusieurs rubriques ont été insuffisants par rapport au total des dépenses occasionnées par le déploiement du groupe de démineurs, d'où des dépassements aux rubriques Remboursements aux gouvernements aux taux standard (133 200 dollars), Indemnité journalière (1 900 dollars) et Indemnité de subsistance (missions) (500 dollars).

Autres dépenses afférentes au personnel militaire

Montant réparti : 4 129 700 dollars; dépenses : 2 033 500 dollars; écart : 2 096 200 dollars

4. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que les besoins ont été inférieurs aux prévisions à la rubrique Matériel appartenant aux contingents, du fait que l'unité de soutien génie, dont la présence avait été prévue pour la totalité des 12 mois, a été rapatriée plus tôt que prévu. Le montant net des économies ainsi réalisées a été suffisant pour compenser les dépenses imprévues occasionnées par le déploiement du groupe de déminage.

Personnel civil

Montant réparti : 26 378 400 dollars; dépenses : 18 744 900 dollars; écart : 7 633 500 dollars

5. Le solde inutilisé de 7 633 500 dollars tient au fait que les dépenses ont été inférieures aux montants prévus au titre de personnel civil (5 10 300 dollars), du personnel international et du personnel local (7 073 300 dollars) et du personnel fourni par des gouvernements (49 900 dollars).

Police civile

Montant réparti : 1 879 100 dollars; dépenses : 1 368 800 dollars; écart : 510 300 dollars

6. En raison de ce qui s'est passé sur le terrain (voir par. 11 du corps du texte), le taux de vacance de postes effectif de la police civile s'est établi à 38 % pour la période considérée, ce qui est très supérieur aux 10 % supposés lors de l'établissement du budget qui a été approuvé. D'où l'existence d'un solde inutilisé de 510 300 dollars, dû principalement aux économies réalisées aux rubriques Indemnité de subsistance (missions) (502 700 dollars) et Frais de voyage (8 600 dollars), bien que ces économies aient été en partie annulées par les dépenses supplémentaires à la rubrique Indemnité d'habillement et d'équipement du fait que cette indemnité a été versée à 66 personnes au lieu de 61 (1 000 dollars).

Personnel international et personnel local

Montant réparti : 24 293 900 dollars; dépenses : 17 220 600 dollars; écart : 7 073 300 dollars

7. Le solde inutilisé de 7 073 300 dollars est dû principalement au niveau élevé du taux de vacance de postes du personnel international (29 %, contre 10 % retenus pour calculer le budget – voir aussi le tableau 2 et l'annexe III), ainsi qu'à la plus forte proportion de personnes engagées spécialement pour la Mission (60 %, contre 50 % supposés, uniquement pour les administrateurs, aux fins du calcul du budget). Compte tenu de l'expérience acquise par la MINURSO en ce qui concerne les personnes engagées spécialement pour la Mission, le budget qui a été approuvé pour 1999/00, ainsi que le projet de budget pour 2000/01, ont été réduits aux rubriques Traitements du personnel international et Dépenses communes de personnel (Personnel civil). L'existence d'un solde inutilisé (119 900 dollars) a également été constatée à la rubrique Traitements du personnel local, le classement moyen de cette catégorie de personnel ayant été moins élevé que prévu. La structure par classes de cette catégorie a été supposée telle qu'elle avait été effectivement constatée aux fins de l'établissement des prévisions de dépenses relatives aux traitements du personnel local pour 2000-2001.

8. Les soldes inutilisés des rubriques Traitements du personnel international (4 676 800 dollars), Dépenses communes du personnel (1 525 500 dollars) et Indemnité de subsistance (775 400 dollars) ont été en partie contrebalancés par un dépassement à la rubrique Autres frais de voyage (83 300 dollars). Le coût des voyages effectués à des fins administratives au cours de la période considérée (61 200 dollars, y compris les voyages effectués pour la mise en place du Système de contrôle du matériel des missions) est resté inférieur aux crédits ouverts (86 900 dollars), et le montant prévu pour les voyages d'un juriste indépendant n'a pas été entièrement utilisé, du fait de la suspension des opérations d'identification (2 200 dollars ont été dépensés, contre 10 800 prévus au budget). En revanche, du fait de la prolongation des consultations politiques entre les parties concernées

et la MINURSO et le Secrétariat, les responsables de la Mission et des fonctionnaires du Secrétariat ont fait 20 voyages, à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone de la mission et notamment pour venir du Siège de l'ONU, à New York, ou y retourner (64 800 dollars), alors que seulement cinq avaient été prévus (21 300 dollars). Les dépenses relatives aux déplacements à l'intérieur de la zone de la mission (fonctionnaires affectés aux centres de la Commission d'identification, relève du personnel à Laayoune, effectifs affectés aux centres pour les recours dans le nord du Maroc) ont elles aussi dépassé les prévisions (62 100 dollars, contre 12 500 prévus au budget). Une autre cause du dépassement constaté à cette rubrique a été la dépense de 24 500 dollars consacrée à des stages de formation spécialisée (traitement électronique de l'information, entretien des blocs électrogènes, gestion du personnel opérationnel et logiciels de comptabilité Sun) auxquels 10 personnes ont assisté à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

Personnel fourni par des gouvernements

Montant réparti : 205 400 dollars; dépenses : 155 500 dollars; écart : 49 900 dollars

9. Le solde inutilisé de 49 900 dollars (32 300 dollars à la rubrique Indemnité de subsistance (missions) et 17 600 dollars à la rubrique Frais de voyage) tient au fait que le taux de vacance de postes des observateurs de l'OUA s'est établi en moyenne à 30 %. Du fait de la suspension des opérations d'identification, l'effectif moyen des observateurs pendant la période considérée a été égal à sept, alors qu'on avait établi le budget en appliquant un coefficient de 10 % de postes non occupés.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 13 923 500 dollars; dépenses : 11 101 500 dollars; écart : 2 822 000 dollars

10. Le solde inutilisé de 2 822 000 dollars tient aux économies réalisées aux rubriques Locaux/hébergement (706 400 dollars), Transports (281 600 dollars), Opérations aériennes (2 487 400 dollars) et Matériel divers (69 400 dollars), qui ont été en partie contrebalancées par des dépassements aux rubriques Transmissions (70 400 dollars), Fournitures et services (191 400 dollars) et Fret aérien et de surface (461 000 dollars).

Locaux/hébergement

Montant réparti : 1 501 100 dollars; dépenses : 794 700 dollars; écart : 706 400 dollars

11. Le montant net du solde inutilisé (706 400 dollars) s'explique principalement par des économies réalisées aux rubriques Location de locaux, du fait de la suspension des opérations d'identification (802 800 dollars) et Services collectifs de distribution (105 100 dollars), du fait que l'unité de soutien génie est partie plus tôt que prévu et que le montant prévu pour le carburant pour groupes électrogènes n'a pas été complètement utilisé. Ces économies ont été contrebalancées en partie par des dépassements aux rubriques Fournitures d'entretien (60 900 dollars), du fait du remplacement des citernes à eau des bases d'opérations de trois équipes et de l'achat d'appareils électriques, sanitaires et de plomberie dont on avait besoin au complexe logistique de Laayoune et dans les bases d'opérations des équipes. Des dépenses non prévues au budget, d'un montant de 148 400 dollars, ont dû être engagées à la rubrique Construction de locaux/bâtiments préfabriqués pour achever les travaux de modernisation et quelques autres projets de faible envergure qui avaient été lancés au cours de l'exercice 1997/98 au complexe logistique, dans le cadre du déploiement des unités du génie et du déminage, ainsi que pour aménager les entrepôts

de fournitures des secteurs nord et sud et un camp pour personnes de passage en vue du déploiement complet de la Mission.

Transports

Montant réparti : 2 049 700 dollars; dépenses : 1 768 100 dollars; écart : 281 600 dollars

12. Le montant net du solde inutilisé (281 600 dollars) s'explique principalement par le fait que les 42 véhicules achetés (38 véhicules polyvalents à 4 roues motrices, 1 berline légère, 1 petit car et 2 fourgonnettes à plateau découvert double cabine) sont revenus moins cher que prévu grâce aux contrats-cadres (181 800 dollars) et que les dépenses de pièces de rechange et les frais d'entretien et de réparation ont été moins élevés que prévu (14 000 dollars). D'autre part, le départ anticipé de l'unité du génie a permis de réaliser des économies du fait de la réduction de la consommation de carburants et de lubrifiants (85 100 dollars) et de la dénonciation des contrats d'assurance pour les véhicules appartenant aux contingents (32 400 dollars). Les économies réalisées ont été en partie annulées par un dépassement à la rubrique Location de véhicules (31 600 dollars) dû à la location de 14 véhicules en juillet-août 1998 pendant la période de pointe des opérations d'identification, ainsi qu'au fait que le matériel d'atelier a coûté légèrement plus cher que prévu (100 dollars).

Opérations aériennes

Montant réparti : 8 499 500 dollars; dépenses : 6 012 100 dollars; écart : 2 487 400 dollars

13. Le montant net du solde inutilisé (2 487 400 dollars) est le résultat des économies réalisées aux rubriques Hélicoptères (1 779 100 dollars) et Avions (771 900 dollars) et des dépassements constatés aux rubriques Indemnité de subsistance des équipages (5 300 dollars) et Autres dépenses (58 300 dollars).

14. Alors qu'on avait prévu au budget quatre hélicoptères de manoeuvre moyens MI-8, la flotte d'hélicoptères de la MINURSO, dont les besoins opérationnels avaient changé, a été réduite à trois appareils en novembre 1998. Le solde inutilisé de 1 779 100 dollars à la rubrique Hélicoptères tient donc aux économies réalisées à la rubrique Location/affrètement (723 700 dollars), ainsi qu'à celles réalisées à la rubrique Carburants et lubrifiants (992 900 dollars) grâce au nombre d'heures de vol plus faible que prévu (3 091 au lieu de 4 080). D'autres économies ont été réalisées aux rubriques Déploiement/retrait (35 000 dollars), Peinture/préparation (23 000 dollars) et Assurance responsabilité (4 500 dollars).

15. En ce qui concerne les avions, la Mission en a utilisé un de plus (un avion cargo/passagers AN-26) pendant la période de pointe de juillet-août 1998, ce qui a porté sa flotte à quatre AN-26, mais les dépenses imprévues correspondantes ont été financées dans la limite des crédits ouverts, principalement grâce aux économies réalisées à la rubrique Carburants et lubrifiants (842 500 dollars) grâce au nombre d'heures de vol plus faible que prévu sur la durée totale de l'exercice (2 506 au lieu de 3 240). Des économies ont également été réalisées aux rubriques Déploiement/retrait (38 900 dollars), Peinture/préparation (22 900 dollars) et Assurance responsabilité (2 400 dollars), d'où un solde inutilisé d'un montant net de 771 900 dollars.

16. En raison des vols effectués en-dehors de la zone de la mission (à Brindisi, Tunis et Alger), les dépenses enregistrées à la rubrique Indemnité de subsistance des équipages ont été supérieures aux prévisions, d'où un dépassement de 5 300 dollars à cette rubrique. À la rubrique Autres dépenses, le dépassement de 58 300 dollars s'explique par

l'inscription à cette rubrique des dépenses consacrées aux services de contrôle de la circulation aérienne (66 000 dollars), qui étaient précédemment comptabilisées à la rubrique Location/affrètement (Avions), cet écart étant en partie compensé par les économies réalisées à la rubrique Droits d'atterrissage et manutention au sol (7 700 dollars) du fait que la suspension des activités d'identification a réduit le nombre de vols d'avions cargos.

Transmissions

Montant réparti : 657 100 dollars; dépenses : 727 500 dollars; écart : 70 400 dollars

17. Le dépassement net à cette rubrique (70 400 dollars) s'explique principalement par l'augmentation de la part de la Mission dans les frais de location du répéteur Intelsat (nouveau contrat entré en vigueur le 1er juillet 1998) (149 900 dollars), qui a été en partie compensée par les économies réalisées aux rubriques Matériel de transmissions (1 700 dollars), Pièces de rechange et fournitures (69 000 dollars) et Matériel d'atelier et d'essai (8 800 dollars) grâce à l'utilisation d'éléments déjà en stock.

Matériel divers

Montant réparti : 559 500 dollars; dépenses : 490 100 dollars; écart : 69 400 dollars

18. Du fait de la suspension des activités d'identification, la Mission a pu couvrir une grande partie de ses besoins à cette rubrique en puisant dans ses stocks; d'où des soldes inutilisés aux rubriques Matériel de bureau (15 900 dollars), Matériel d'hébergement (40 200 dollars), Autre matériel divers (53 700 dollars), Pièces de rechange, réparations et entretien (63 100 dollars) et Matériel d'épuration de l'eau (3 900 dollars), qui ont été en partie contrebalancées par des dépassements aux rubriques Mobilier de bureau (remplacement de mobilier usé ou endommagé) (2 000 dollars) et Matériel informatique (105 400 dollars, essentiellement à cause de l'achat de 22 ordinateurs compatibles 2000 et de leurs accessoires en vue de la modernisation des réseaux d'ordinateurs).

Fournitures et services

Montant réparti : 612 900 dollars; dépenses : 804 300 dollars; écart : (191 400 dollars)

19. Le dépassement net de 191 400 dollars s'explique par des dépenses supplémentaires à la rubrique Services divers (241 100 dollars), qui ont été compensées en partie par des économies réalisées à la rubrique Fournitures diverses (49 700 dollars).

20. Le dépassement de 241 100 dollars à la rubrique Services divers tient principalement au montant nettement plus élevé que prévu des frais bancaires (12 900 dollars par mois en moyenne, au lieu des 2 500 prévus au budget) et à des pertes sur change.

21. À la rubrique Fournitures diverses, il est resté 49 700 dollars, principalement grâce à réduction de la consommation de médicaments et de vaccins (46 400 dollars) et à des dépenses inférieures aux prévisions aux rubriques Fournitures sanitaires et articles de nettoyage (5 300 dollars), abonnements (1 300 dollars) et Autres fournitures diverses (19 100 dollars), grâce à la suspension des activités d'identification. Ces économies ont été annulées en partie par des dépassements aux rubriques Papeterie et fournitures de bureau (19 600 dollars, du fait des besoins exceptionnels pendant la période de pointe des activités d'identification) et Accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants (2 800 dollars).

Fret aérien et de surface

Montant réparti : 43 700 dollars; dépenses : 504 700 dollars; écart : 461 000 dollars

22. Le dépassement de 461 000 dollars tient à des dépenses imprévues (fret et frais connexes) liées au déploiement et au rapatriement du matériel appartenant aux contingents (476 200 dollars), qui ont été en partie compensées par des économies réalisées à la rubrique Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées (15 200 dollars).

Autres programmes

Montant réparti : 149 500 dollars; dépenses : 25 700 dollars; écart : 123 800 dollars

23. Le personnel militaire de déminage ayant été rapatrié plus tôt que prévu, les activités des cellules d'information sur le problème des mines ont été interrompues, d'où un solde inutilisé de 123 800 dollars au titre du programme de déminage.

Contributions du personnel

Montant réparti : 4 081 200 dollars; dépenses : 2 209 500 dollars; écart : 1 871 700 dollars

24. Le solde inutilisé de 1 871 700 dollars est dû au fait que le pourcentage de postes vacants a été plus élevé que prévu pour le personnel international.

Recettes provenant des contributions du personnel

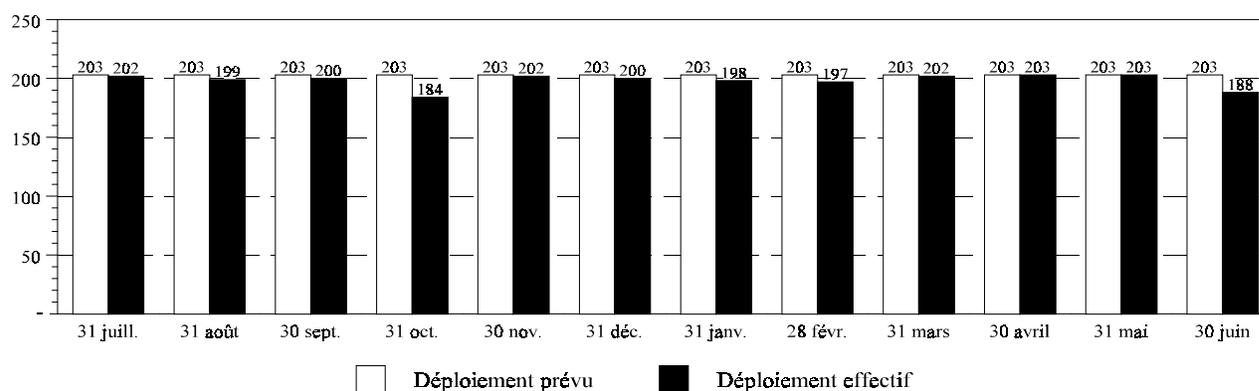
Montant réparti : (4 081 200 dollars); dépenses : (2 209 500 dollars); écart : (1 871 700 dollars)

25. Ces montants sont la contrepartie de ceux relatifs aux contributions du personnel (voir ci-dessus).

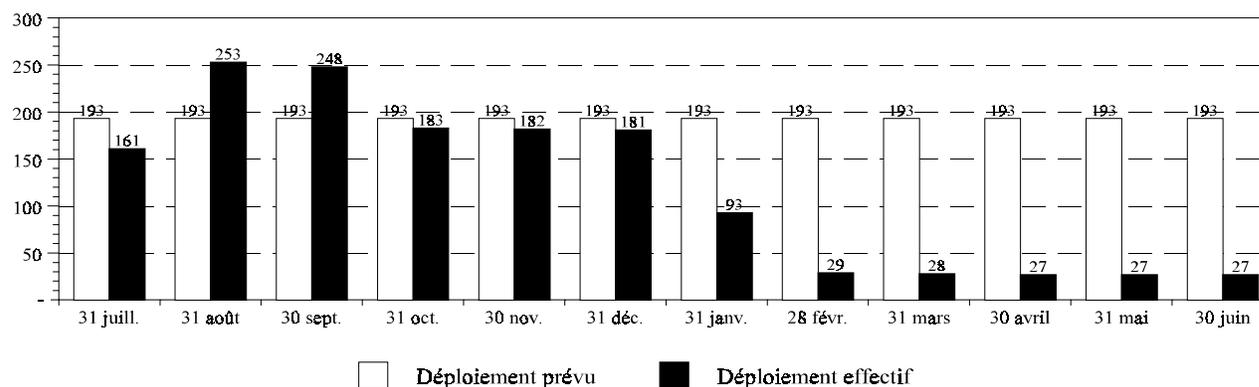
Annexe III

Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel militaire et civil (période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999)

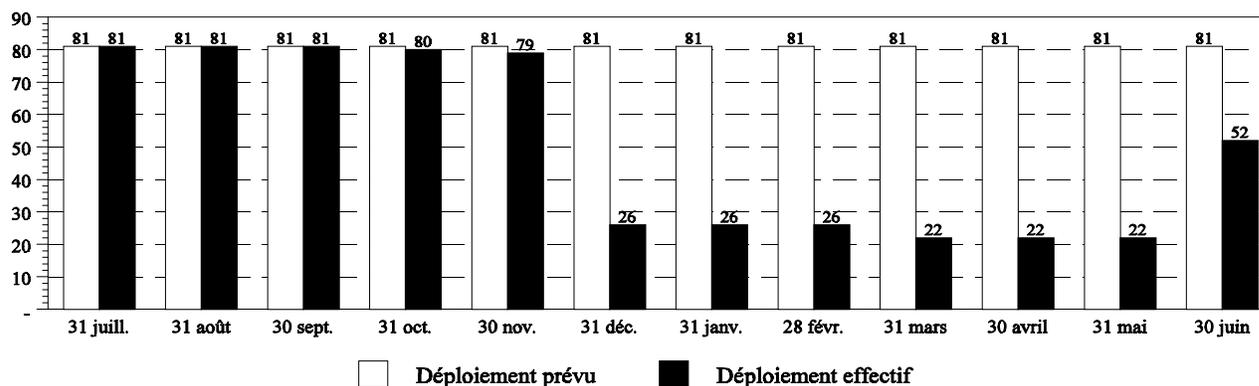
1. Observateurs militaires



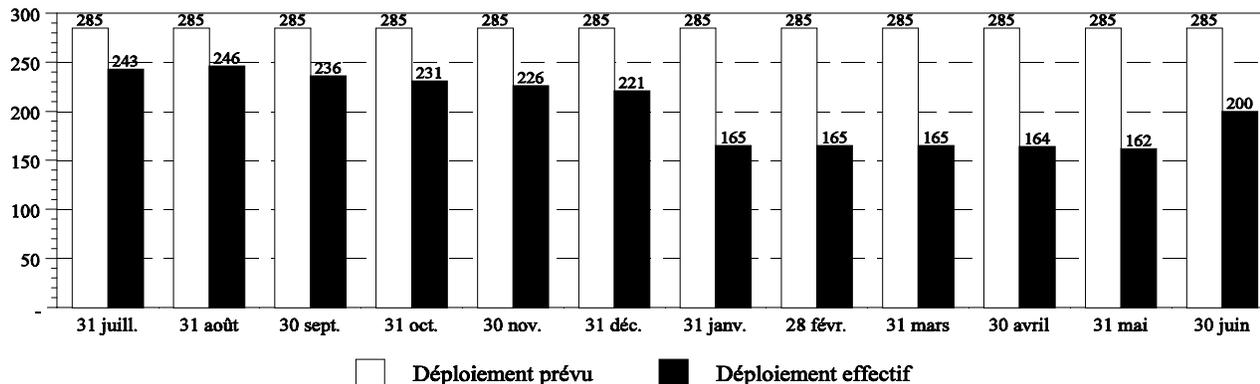
2. Contingents^a



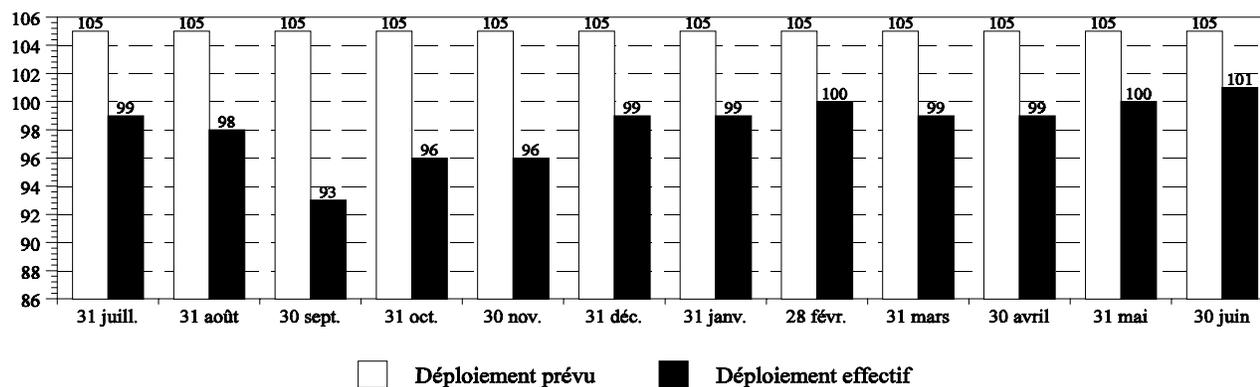
3. Police civile



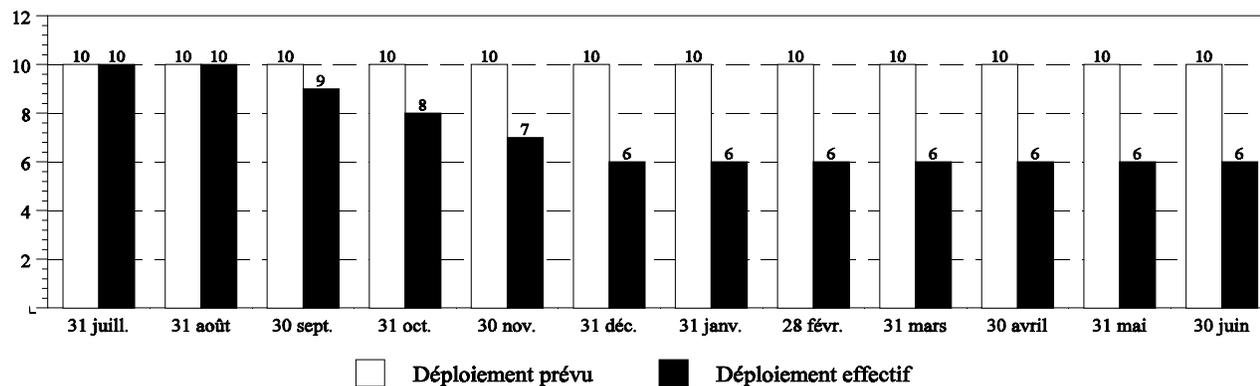
4. Personnel international



5. Personnel local



6. Observateurs de l'OUA



^a Y compris sept plantons.

Annexe IV

**Montant réparti et dépenses effectives
(période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999)**

